

**Sommaire**

-Edito	p.1
-Nos interventions	p.2
-Revue de doctrine, articles	p.3 et 4
-Textes importants	p.5

Crédit photo : Yannick Monget

**Edito :**

Erika : victoire totale du droit de l'environnement et pleine d'avenir....

La Société TOTAL, qui en appel avait été reconnue coupable – pénalement – mais non responsable civilement, ne peut plus bénéficier de l'exonération prévue par la convention internationale dite CLC (telle que modifiée en 1992 au bénéfice des affréteurs) dès lors qu'il est prouvé à son encontre une faute de « témérité » ; celle-ci consiste ici à affréter un navire qu'elle savait hors d'état de rendre les services auxquels elle le destinait (transporter du fuel lourd chauffé à 70° dans un mer à quelques degrés seulement ce qui évidemment est une épreuve pour les têtes d'un navire citerne).

La Cour de Cassation confirme l'arrêt du 30 mars 2010 de la Cour d'Appel de Paris en confirmant, en plus du dommage strictement économique dénommé « perte de l'image de marque », l'indemnisation du dommage écologique, analysé en dommages de compensation de perte d'unités de biodiversité, reconnu comme un dommage indemnisable car il doit être pris en considération dans le cadre d'une pollution grave de nature à porter atteinte aux intérêts des marins pêcheurs, des protecteurs des oiseaux et naturellement des collectivités territoriales touchées.

A l'évidence la Cour de Cassation a voulu par sa décision affirmer son rôle de leader juridictionnel dans un domaine nouveau : celui de la reconnaissance du préjudice écologique, pas en avant que n'a pas encore fait le Conseil d'Etat.

Les conséquences de cette décision confirmative sont immenses, car le préjudice écologique a été calculé devant la Cour d'Appel de Paris en termes d'unité de biodiversité en s'inspirant du rapport de Monsieur Chevassus-au-Louis. (<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000203/index.shtml>)

L'atteinte à la nature a non seulement un coût mais un prix. Cela aura des conséquences incalculables sur le droit de l'aménagement et spécialement sur celui des études d'impact.

Christian Huglo  
Corinne Lepage  
Alexandre Moustardier



## Nos interventions :

- **10 Octobre 2012 : EFE** : Atelier financement de projet. **A.FOURMON**
- **11 Octobre 2012 : SFAF Conférence ESG (environnement sociétal et gouvernance)** : Evolution réglementaire, émergence de nouveaux acteurs, comment se dessine le futur de l'ESG? **C.HUGLO**
- **11 Octobre 2012 : 9èmes Assises Nationales de l'assainissement non collectif**: Acteurs de l'ANC: qui est responsable de quoi? Comment prévenir le contentieux? **F.BRAUD**
- **12 Octobre 2012 : Petit déjeuner Huglo Lepage & Club Essec (formation intra)** : Sites et sols pollués. **MP.MAITRE/ A.FOURMON**
- **18 Octobre 2012 : Business & Legal Forum** : Les enjeux pour les entreprises des politiques publiques de croissance verte et de développement durable. **C.HUGLO**
- **22 Octobre 2012 : LexisNexis** : Environnement et procédures collectives: obligations, risques, et conséquences : « obligations administratives de remise en état ». **A.MOUSTARDIER**
- **22 et 23 Octobre 2012 : EFE** : Veille réglementaire environnementale efficace. **MP.MAITRE/ B.BERGER**
- **23 et 24 Octobre 2012 : IFORE: Formation des inspecteurs des installations classées**: droit des déchets. **MP.MAITRE**
- **24 Octobre 2012 : IFE (Institut de formation à l'expertise)** : L'expertise. **C.HUGLO**
- **26 Octobre 2012 : ADFIRMO pour le département 76 à Rouen** : Contrat de performance énergétique. **A.FOURMON.**
- **26 Octobre 2012 : Petit déjeuner Huglo/ Lepage & Synergie** : « Décrypter la conférence environnementale, comment dans un contexte nouveau, réussir la mise en place de sa stratégie environnementale et de développement durable? **C.LEPAGE/ D.LIVIO**







Crédit photo : Yannick Monget

O  
C  
T  
O  
B  
R  
E

2  
0  
1  
2

## **Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité**

📖 C.Huglo/C.Lepage, « Quelles conséquences faut-il attendre de la conférence environnementale pour le droit de l'environnement? » LJA 24 Septembre 2012.

📖 C.Huglo, « Procès AZF : Total relaxé, une décision logique » leplus.nouvelobs.com 24 Septembre 2012

📖 C.Huglo « Erika, une victoire totale du droit de l'environnement selon Christian Huglo » La Vie 25 Septembre 2012

📖 C.Huglo/C.Lepage/A.Moustardier: « Erika : l'arrêt qui bouscule le droit international » Le Monde 27 Septembre 2012

📖 C.Huglo, « Naufrage Erika : victoire totale du droit de l'environnement ». Les Annonces de la Seine 27 Septembre 2012.

📖 MP.Maître, « La directive Seveso III : quelle transposition en droit français? Revue environnement et Développement Durable Octobre 2012

📖 C.Huglo, « Des conséquences envisagées et prévisibles des décisions du Conseil Constitutionnel du 27 Juillet 2012 concernant l'application de l'article 7 de la Charte de l'environnement » Revue environnement et Développement Durable octobre 2012.

📖 CLepage, « Erika: la Cour de Cassation condamne Total et confirme sa responsabilité dans la tragédie » Les echos.fr 25 Septembre 2012

📖 C.Lepage, « Erika : condamné en cassation, Total pourrait saisir la justice européenne » Leparisien.fr 25 Septembre 2012





Crédit photo : Yannick Monget

📖 A.Moustardier, « Procès de l'Erika : la Cour de Cassation consacre une victoire totale du droit de l'environnement, questions à Maître Alexandre Moustardier, avocat, associé-gérant, Huglo Lepage & Associés Conseil. » Lexbase 4 Octobre 2012.

📖 F.Braud, « La ville réclame 11 millions d'euros à Areva pour l'incident de Socatri » Vaucluse Matin 5 octobre 2012.

📖 MP.Maître, « Erika : vers une consécration du préjudice écologique » Actuenvironnement.com 8 octobre 2012.

📖 F.Braud, « La ville de Bollène demande 11 millions à Areva ». La Provence 5 Octobre 2012.

📖 C.Huglo, « Finalement, ce que dit la Cour de Cassation; c'est que le territoire est précieux » à propos de l'arrêt de l'Erika. Gazette du Palais 10 et 11 octobre 2012.

O  
C  
T  
O  
B  
R  
E

2  
0  
1  
2







Crédit photo : Yannick Monget

O  
C  
T  
O  
B  
R  
E

2  
0  
1  
2

## **Textes importants**

### **Droit de l'eau**

#### **Critères d'évaluation de l'état chimique des eaux**

Arrêté du 2 juillet 2012 portant modification de l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines

### **Produits chimiques / Matières dangereuses**

#### **Modification des restrictions d'utilisation du cadmium**

Règlement 835/2012 de la Commission du 18 septembre 2012 modifiant le règlement REACH, en ce qui concerne l'annexe XVII (cadmium)

#### **Introduction d'une nouvelle restriction de l'annexe XVII : le plomb dans les bijoux**

Règlement 836/2012 de la Commission du 18 septembre 2012 modifiant le règlement REACH, en ce qui concerne le plomb

#### **De nouvelles restrictions concernant le mercure et ses dérivés**

Règlement 847/2012 de la Commission du 19 septembre 2012 modifiant l'annexe XVII du règlement REACH, en ce qui concerne le mercure

Règlement 848/2012 de la Commission du 19 septembre 2012 modifiant l'annexe XVII du règlement REACH, en ce qui concerne les composés du phénylmercure

